

Le Parisien 15/09/2015

L'inquiétude grandit mais la mobilisation ne faiblit pas à l'hôpital Adélaïde Hautval de Villiers-le-Bel. Hier, une nouvelle assemblée générale s'est tenue en présence d'une centaine d'agents et les élus du territoire, qui ont réaffirmé leur soutien au personnel.

En mai, l'assistance publique des hôpitaux de [Paris](#) (AP-HP) dont dépend cet établissement de 500 lits, a annoncé sa fermeture progressive.

En 2018, il ne devrait en rester qu'une maison de retraite de 180 places. L'objectif de la [CGT](#) ? Faire plier la direction pour qu'elle renonce à son projet. Et pour ça, l'appui des élus est précieux. D'autant qu'en plus de l'hôpital de Villiers-le-Bel, la maison de retraite du Cèdre Bleu à Sarcelles et l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (Ehpad) Jacques-Achard de Marly-la-Ville sont également menacés de fermeture.

« Il n'est pas question d'accepter un désert médical sur notre territoire, a lancé François Pupponi, député [PS](#) et maire de Sarcelles. J'ai voté une loi il y a un an, la loi Lamy, pour réduire les inégalités dans les quartiers comme les nôtres. Là, la loi n'est clairement pas respectée », s'est d'abord indigné l' élu. « La vétusté, ce n'est pas un argument. Le manque de rentabilité ? Vous ne seriez pas non plus le premier hôpital déficitaire. Ce qu'il faut, c'est que vous m'apportiez des données chiffrées, que je puisse présenter aux services concernés. Les grands principes, malheureusement, ces gens-là n'en ont que faire ».

Jean-Louis Marsac, maire PS de Villiers-le-Bel est moins optimiste. « Vous avez décidé de vous battre, on sera là à vos côtés ! promet l' élu. Mais il sera difficile d'empêcher la fermeture, vu la détermination de ces gens-là ». Une mobilisation est prévue au siège de l'agence régionale de santé (ARS) dans les prochains jours.